

d'Ottawa à ceux qui se livrent au développement de l'industrie du fer et de l'acier. Pour une période de vingt ans, le pays a déboursé 17 millions à peu près en vue d'encourager le développement de cette grande industrie. Au 31 mars 1919, la somme perçue sous forme de taxes sur les bénéfices a été de 66,747,660 piastres. J'oserais dire que la moitié au moins de cette somme vient de ceux qui par tout le pays se livrent à la fabrication du fer et de l'acier sous ses diverses formes. Le Gouvernement a, je n'en doute point, reçu en espèces versées directement deux dollars au moins pour chaque dollar qu'il a déboursé. Indirectement, le pays a été remboursé au quadruple, depuis plusieurs années déjà de toute l'aide fédérale donnée en vue du développement de cette industrie.

Par suite de notre aptitude à entreprendre cet important commerce, le Canada a pu non seulement approvisionner d'obus ses propres troupes mais fournir en outre de grandes quantités de munitions à la mère patrie et aux armées de l'entente.

Au début de la guerre l'établissement de la Nova Scotia Steel and Coal Company, qui employait de quatre à cinq mille ouvriers, fut presque entièrement converti en une fabrique de munitions. Une fois la guerre finie, le commerce de cette compagnie se trouva naturellement désorganisé, et ce qui est vrai à son égard est également vrai, je pense, de presque tous les autres établissements industriels du pays. Il serait bon de ne pas oublier que les fabricants n'avaient pas de choix à faire dans les circonstances, leurs usines avant à subir dans une large mesure la direction du ministère de la guerre. Les manufacturiers du Canada méritent, je crois, nos félicitations, monsieur l'Orateur, pour la conduite qu'ils ont tenue après la fin des hostilités et pendant la reconstruction. Il fallait nécessairement s'attendre à un manque d'ouvrage pendant que les manufacturiers remaniaient leurs usines et il en est résulté de la souffrance et des privations dans les grands centres industriels. C'était là une situation inévitable. Il faut admettre cependant que, dans la plupart des cas, les patrons ont fait de leur mieux pour remédier à cette situation, si bien que le Canada compte aujourd'hui moins de personnes sans emploi, proportionnellement à sa population, que n'importe lequel des pays alliés.

En parcourant les rapports du commerce, je vois que nous avons l'année dernière importé pour \$154,021,858 de fer et d'acier. Ce seul item rend compte, pour plus d'une

moitié, de la différence qui existe à notre désavantage dans le commerce du Canada avec les Etats-Unis.

Monsieur l'Orateur, j'ai souvent songé à ce qui aurait pu arriver si nos voisins les Américains avaient fait preuve de neutralité hostile à notre égard préalablement à leur participation à la guerre, ce qui aurait pu arriver s'ils avaient refusé de nous vendre de l'acier ou d'en vendre à la mère patrie. Si grave que fût la situation elle aurait pu l'être davantage.

Les leçons que la guerre nous a fournies me portent à croire que le Gouvernement ferait bien de favoriser plus que jamais l'industrie du fer et de l'acier, qui a déjà tant contribué à la prospérité du Canada, surtout durant la guerre.

D'aucuns oublient peut-être les graves obligations financières dont nous sommes grevés par suite de la guerre. A l'origine de cette guerre notre dette nationale était de 335 millions de piastres; aujourd'hui, elle s'élève à près de 2,000 millions. L'intérêt était, alors, d'environ 15 millions et il représente, maintenant, plus de 115 millions. Nous avons, en outre, à payer, chaque année, 25 millions ou 30 millions à titre de pensions. Nos obligations financières ayant augmenté, il faut travailler à développer notre industrie en conséquence, si nous voulons réussir à nous en acquitter et à répondre aux exigences résultant de la rareté de toutes choses nécessaires à la vie dans le monde entier.

Durant cinq ans on a vu cinquante millions d'hommes aux prises sur les champs de bataille et on en a vu cent millions renoncer à leurs occupations ordinaires pour se consacrer à la fabrication des munitions et à la fourniture des approvisionnements nécessaires à nos troupes. Il faut, désormais, que les capitalistes se contentent de profits raisonnables et que les ouvriers touchent des salaires qui leur permettent de vivre assez facilement. Si notre industrie est exposée à des grèves, la situation se compliquera. Pour qu'elle soit et qu'elle reste satisfaisante, il est essentiel qu'on puisse compter sur la coopération du capital et du travail.

Au cours de la dernière session, eut lieu, à Ottawa, une conférence industrielle à laquelle assistèrent des représentants du travail et du capital venus de diverses provinces du pays. C'était là un pas dans la bonne voie, et cette démarche aura eu pour effet d'améliorer l'état de choses actuel et de mieux faire comprendre les difficultés contre lesquelles le capital et le travail ont à lutter. Outre que ces deux éléments de-